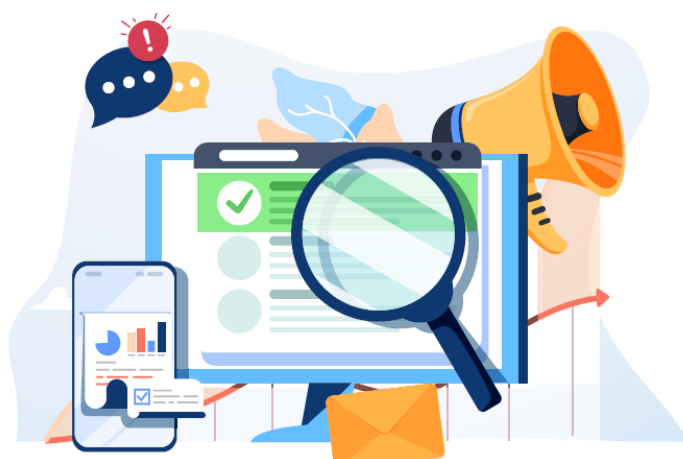


# L'Actu de la semaine

Du 9 au 13 septembre 2019



FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.

## FISCAL

### Sites institutionnels

- [Actualité impots.gouv.fr](#) : Avis d'impôt 2019 sur les revenus de 2018 - Date limite de paiement et modalités de règlement
- [Communiqué Min. économie](#) : Gérald Darmanin, Ministre de l'Action et des Comptes Publics a présenté les dispositifs CESU + et Pajemploi +, les nouvelles plateformes qui simplifient les démarches des particuliers employeurs et facilitent le prélèvement à la source
- [Communiqué Min. comptes publics](#) : Paiement de l'impôt 2018 : la date limite est décalée du 16 au 18 septembre 23h59
- [Communiqué Min. justice](#) : Règlement des contentieux relatifs à l'imposition de Google

### Jurisprudence

- Douanes : [Cass. crim. 11-9-2019 n° 17-86.230](#)
- Fraude fiscale : [Cass. crim. 11-9-2019 n° 18-81.980](#)
- Cumul idéal - Fraude fiscale : [Cass. crim. 11-9-2019 n° 18-81.067](#)
- Cumul idéal - Fraude fiscale : [Cass. crim. 11-9-2019 n° 18-82.430](#)
- Fraude fiscale – Blanchiment : [Cass. crim. 11-9-2019 n° 18-81.040](#)
- Blanchiment : [Cass. crim. 11-9-2019 n° 18-83.484](#)
- Fraude fiscale : [Cass. crim. 11-9-2019 n° 18-84.144](#)
- [Note explicative relative aux arrêts n°1174, 1175, 1176, 1177, 1178 et 1179 du 11-9-2019 \(chambre criminelle\)](#)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-949 du 10 septembre 2019](#) portant création d'une mission interministérielle, dénommée « France Recouvrement », chargée du pilotage de la réforme du recouvrement fiscal et social

## Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 103, paragraphe 2, sous a) – Article 311, paragraphe 1, point 2 – Annexe IX, partie A, point 7 – Taux réduit de TVA – Objets d'art – Notion – Photographies prises par l'artiste, tirées par lui ou sous son contrôle, signées et numérotées dans la limite de trente exemplaires – Réglementation nationale limitant l'application du taux réduit de TVA aux seules photographies présentant un caractère artistique : [Ord. CJUE 5-9-2019 aff. 145/18](#)
- [Actualité OCDE](#) : Journée de l'OCDE consacrée à la sécurité juridique en matière fiscale - 16 septembre 2019
- Renvoi préjudiciel – Principes du droit de l'Union – Autonomie procédurale – Principes d'équivalence et d'effectivité – Principe de sécurité juridique – Autorité de la chose jugée – Restitution des taxes perçues par un État membre en violation du droit de l'Union – Décision juridictionnelle définitive imposant le paiement d'une taxe incompatible avec le droit de l'Union – Demande en révision d'une telle décision juridictionnelle – Délai pour l'introduction de cette demande : [CJUE 11-9-2019 aff. 676/17](#)
- [Publication OCDE](#) : Renforcer le civisme fiscal pour que particuliers et entreprises paient leurs impôts

# SOCIAL

## Sites institutionnels

- [Actualité Urssaf](#) : Bons d'achat du CSE pour la rentrée scolaire
- [Publication Min. travail](#) : Conventions collectives – nomenclatures
- [Communiqué Agirc-Arrco](#) : Une semaine pour s'informer sur sa future retraite
- [Communiqué Min. solidarités](#) : Lancement du service public de l'insertion – [Dossier de presse](#)
- [Communiqué ameli.fr](#) : Subventions Prévention TPE
- [BOCC n° 2019/26 du 13-7-2019](#)
- [BOCC n° 2019/27 du 20-7-2019](#)
- [Publication Min. travail](#) : Pacte d'ambition pour l'insertion par l'activité économique
- [Publication Mn. Economie](#) : Intéressement et participation : mieux partager la valeur de l'entreprise
- [Publication CESE](#) : "Bâtir ensemble un système universel de retraite" - discours d'Edouard Philippe, Premier Ministre du 12-9-2019
- [Publication CFDT](#) : Tous les outils CFDT sur la réforme des retraites
- [Communiqué Défenseurs des droits](#) : Un guide pratique pour prévenir les discriminations à l'embauche
- [Publication Anact](#) : Connaissez-vous le portail de veille des conditions de travail de l'Anact ?

## Jurisprudence

- L'instruction d'une demande d'autorisation de licenciement d'un salarié protégé : [TA Rennes n° 1701559,1703474 du 22-8-2019](#) - [Communiqué](#)
- Préjudice d'anxiété : [Cass. soc. 11-9-2019 n° 17-24.879 à 17-25.623](#)
- Articles L. 641-2, L. 621-1, L. 622-2 et L. 622-5 du Code de la sécurité sociale : [Cass. 2° civ 12-9-2019 n°19-40.021](#)

## Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-941 du 9 septembre 2019](#) abrogeant le décret n° 2017-1328 du 11 septembre 2017 instituant un haut-commissaire à la réforme des retraites
- [Arrêté du 9 septembre 2019](#) relatif aux modèles de formulaires de demande de reconnaissance de la lourdeur du handicap, aux modalités de calcul mentionnées à l'article R. 5213-45 du code du travail et au montant annuel de l'aide à l'emploi mentionné à l'article R. 5213-49 du même code

## Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Politique sociale – Directive 2000/78/CE – Égalité de traitement en matière d’emploi et de travail – Article 2, paragraphe 2, sous b), ii), et article 5 – Interdiction de toute discrimination fondée sur un handicap – Travailleur particulièrement sensible aux risques professionnels, au sens du droit national – Existence d’un “handicap” – Licenciement pour raisons objectives fondé sur les critères de la productivité, de la polyvalence dans les postes de travail de l’entreprise ainsi que de l’absentéisme – Désavantage particulier pour les personnes handicapées – Discrimination indirecte – Aménagements raisonnables – Personne qui n’est pas compétente, ni capable, ni disponible pour remplir les fonctions essentielles du poste concerné : [CJUE 11-9-2019 aff. 397/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Article 56 TFUE – Libre prestation des services – Détachement de travailleurs – Conservation et traduction de la documentation salariale – Autorisation de travail – Sanctions – Proportionnalité – Amendes d’un montant minimum prédéfini – Cumul – Absence de plafond – Frais de justice – Peine privative de liberté de substitution : [CJUE 12-9-2019 aff. 64/18, 140/18, 146/18 et 148/18](#)

## AFFAIRES

### Sites institutionnels

- [Publication DGCCRF](#) : Panorama des textes du mois d'août 2019
- [Communiqué AMF](#) : L'Autorité des marchés financiers met en garde le public contre le démarchage agressif appelé « technique de la bouilloire »
- [Communiqué ADLC](#) : Télécoms - L'Autorité clôt la saisine d'office qu'elle avait ouverte pour s'assurer du respect des engagements pris par Altice France, lors du rachat de SFR, concernant la cession du réseau DSL de Complete1
- [Communiqué CLCV](#) : Tarifs des auto-écoles : un affichage incomplet, un coût du permis hétérogène
- [Publication AMF](#) : Table des matières des recommandations d'arrêté des comptes applicables au 1er janvier 2019
- [Publication AMF](#) : Orientations concernant la notification des règlements internalisés au titre de l'article 9 du règlement CSDR
- [Publication AMF](#) : Commercialisation des offres de financement participatif, calcul des taux de défaillance et gestion extinctive des plateformes
- [Publication AMF](#) : Placement non garanti et financement participatif
- [Publication AMF](#) : Processus d'examen par l'AMF de la demande d'immatriculation des conseillers en investissements participatifs et transmission des informations annuelles par ces derniers
- [Publication AMF](#) : Informations à fournir aux investisseurs par l'émetteur et le conseiller en investissements participatifs ou le prestataire de services d'investissement dans le cadre d'une offre de financement participatif
- [Communiqué ADLC](#) : Produits cosmétiques - L'Autorité de la concurrence autorise le rachat des Laboratoires Filorga Cosmétiques par le groupe Colgate Palmolive
- [Publication Cnil](#) : Se préparer à un Brexit sans accord : quelles questions ? Quels conseils de la CNIL ?
- [Communiqué CLCV](#) : Démarchage téléphonique en assurance - Les pouvoirs publics doivent mettre fin aux pratiques toxiques
- [Actualité DGCCRF](#) : Transactions et injonctions : pratiques relevées dans le secteur du déménagement des militaires en Guadeloupe
- [Publication DGCCRF – Sanctions délais de paiement](#) : Amende de 8 000 € prononcée à l'encontre de la Société ABC AGENCEMENTS (SIRET 34190890300022)
- [Publication Min. économie](#) : [Direct vidéo 12 septembre ] Loi PACTE : « IMPACT positif pour tous »
- [Publication Min. économie](#) : La loi PACTE : pour la croissance et la transformation des entreprises
  - [1 - PACTE : Simplifier la création d'entreprise](#)
  - [2 - PACTE : Faire grandir les entreprises](#)
  - [3 - PACTE : Autoriser l'échec pour mieux réussir](#)
  - [4 - PACTE : Transmettre les entreprises](#)
  - [5 - PACTE : Financer la croissance des entreprises](#)
  - [6 - PACTE : Innover et préparer l'avenir](#)
  - [7 - PACTE : Défendre les entreprises stratégiques](#)
  - [8 - PACTE : Récompenser le travail des salariés](#)
  - [9 - PACTE : Redéfinir la raison d'être des entreprises](#)

## Jurisprudence

- Action civile : [Cass. crim. 10-9-2019 n° 18-83.858](#)
- Assurances (Règles générales) : [Cass. 2e civ. 12-9-2019 n° 18-13.791](#) ; [18-14.724](#)
- Articles 2 et 4 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 : [Cass. 1<sup>e</sup> civ. 11-9-2019 n°18-25.695](#)

## Au Journal Officiel

- [Arrêté du 28 août 2019](#) portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
- [Décret n° 2019-944 du 9 septembre 2019](#) relatif à l'homologation des systèmes de règlements interbancaires ou de règlement et de livraison d'instruments financiers régis par le droit d'un pays tiers prévue à l'article L. 330-1 du code monétaire et financier
- [Modification du règlement général des jeux de La Française des jeux](#) accessibles par internet et par telephone mobile
- [Avis relatif à l'indice des prix à la consommation](#)

## Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Exigences techniques et commerciales pour les virements et les prélèvements en euros – Règlement (UE) no 260/2012 – Espace unique de paiement en euros (SEPA) – Paiement par prélèvement – Article 9, paragraphe 2 – Accessibilité des paiements – Condition de domicile : [Ord. CJUE 5-9-2019 aff. 28/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Procédures de recours en matière de passation de marchés publics de fournitures et de travaux – Directive 89/665/CEE – Recours en annulation contre la décision d'attribution d'un marché public introduit par un soumissionnaire dont l'offre n'a pas été retenue – Recours incident de l'adjudicataire – Recevabilité du recours principal en cas de bien-fondé du recours incident : [Ord. CJUE 5-9-2019 aff. 333/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Directive 2008/48/CE – Protection des consommateurs – Crédit aux consommateurs – Article 10, paragraphe 2, sous h) et i), et paragraphe 3 – Informations à mentionner dans le contrat – Législation nationale prévoyant l'obligation de préciser pour chaque paiement la répartition entre le remboursement du capital, les intérêts et les frais : [Ord. CJUE 5-9-2019 aff. 331/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Directive 2002/22/CE – Service universel et droits des utilisateurs au regard des réseaux et des services de communications électroniques – Article 26, paragraphe 5 – Numéro d'appel d'urgence unique européen – Mise à disposition des informations relatives à la localisation de l'appelant : [Ord. CJUE 5-9-2019 aff. 417/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Marque de l'Union européenne – Règlement (CE) no 207/2009 – Article 97, paragraphe 5 – Compétence judiciaire – Action en contrefaçon – Compétence des juridictions de l'État membre sur le territoire duquel "le fait de contrefaçon a été commis" – Publicités et offres à la vente affichées sur un site Internet et sur des plateformes de médias sociaux : [Ord. CJUE 5-9-2019 aff. 172/18](#)
- [Rectificatif au règlement \(UE\) 2018/669 de la Commission du 16 avril 2018](#) modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) no 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges
- Renvoi préjudiciel – Protection des consommateurs – Contrats de crédit aux consommateurs – Directive 2008/48/CE – Article 16, paragraphe 1 – Remboursement anticipé – Droit du consommateur à une réduction du coût total du crédit correspondant aux intérêts et aux frais dus pour la durée résiduelle du contrat : [CJUE 11-9-2019 aff. 383/18](#) - [Conclusions](#)
- Renvoi préjudiciel – Protection des consommateurs – Directive 2002/65/CE – Contrat de crédit aux consommateurs conclu à distance – Droit de rétractation – Exercice du droit de rétractation après l'exécution intégrale du contrat à la demande expresse du consommateur – Communication au consommateur des informations sur le droit de rétractation : [CJUE 11-9-2019 aff. 143/18](#) - [Conclusions](#)
- Renvoi préjudiciel – Marques – Directive 2008/95/CE – Article 3, paragraphe 1, sous b) – Caractère distinctif – Critères d'appréciation – Signe à mot-dièse (hashtag) : [CJUE 12-9-2019 aff. 541/18](#)
- Pourvoi – Marque de l'Union européenne – Règlement (CE) n° 207/2009 – Causes de nullité absolue – Article 52, paragraphe 1, sous b) – Mauvaise foi lors du dépôt de la demande de marque : [CJUE 12-9-2019 aff. 104/18](#)
- Renvoi préjudiciel – Propriété intellectuelle et industrielle – Droit d'auteur et droits voisins – Directive 2001/29/CE – Article 2, sous a) – Notion d'"œuvre" – Protection des œuvres par le droit d'auteur – Conditions – Articulation avec la protection des dessins et modèles – Directive 98/71/CE – Règlement (CE) no 6/2002 – Modèles de vêtements : [CJUE 12-9-2019 aff. 683/17](#) - [Communiqué](#)
- Renvoi préjudiciel – Propriété intellectuelle – Brevets – Directive 2004/48/CE – Article 9, paragraphe 7 – Mise sur le marché de produits en violation des droits conférés par un brevet – Mesures provisoires – Annulation ultérieure du brevet – Conséquences – Droit à un dédommagement approprié en réparation du préjudice causé par les mesures provisoires : [CJUE 12-9-2019 aff. 688/17](#)
- Renvoi préjudiciel – Politique industrielle – Rapprochement des législations – Directive 98/34/CE – Procédure d'information dans le domaine des normes et des réglementations techniques ainsi que des règles relatives aux services

## IMMOBILIER

### Sites institutionnels

- [Actualité Min. écologie](#) : De nouvelles mesures pour améliorer la gestion des déchets du bâtiment et lutter contre les décharges sauvage
- [Communiqué Min. écologie](#) : Le Gouvernement met en consultation un nouveau dispositif de protection des riverains vis-à-vis de l'utilisation des produits phytosanitaires – [Consultation publique](#) – [Textes mis en consultation](#)
- [Communiqué Min. écologie](#) : Elisabeth Borne, Julien Denormandie et Emmanuelle Wargon annoncent le lancement d'un nouveau Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique et la mobilisation de 200M€
- [Actualité Min. cohésion des territoires](#) : Location - accession : une alternative pour se loger moins cher
- [Communiqué Min. cohésion des territoires](#) : ORPI, le plan bâtiment durable et l'ADEME signent un nouveau « green deal » pour accélérer la rénovation énergétique des logements
- [Avis CE](#) sur une lettre rectificative au projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique
- [Communiqué Min. écologie](#) : Adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi Energie-Climat – [Dossier de presse](#)

### Jurisprudence

- Bail (règles générale) : [Cass. 3e civ. 12-9-2019 n° 18-20.727](#)

### Au Journal Officiel

- [Arrêté du 6 septembre 2019](#) relatif à la détermination individuelle de la quantité de chaleur et de froid et à la répartition des frais de chauffage et de refroidissement, dans les immeubles collectifs à usage d'habitation ou à usage d'habitation et professionnel

## CIVIL

### Sites institutionnels

- [Communiqué Min. justice](#) : Nouvelles règles applicables aux majeurs protégés

### Jurisprudence

- Action civile : [Cass. crim. 10-9-2019 n° 18-83.858](#)
- Filiation : [Cass. 1e civ. 12-9-2019 n° 18-20.472](#)

### Union Européenne

- Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Compétence, reconnaissance et exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires – Règlement (CE) no 4/2009 – Article 3, sous a) et d), et article 5 – Jurisdiction saisie de trois demandes conjointes relatives au divorce des parents d'un enfant mineur, à la responsabilité parentale et à l'obligation alimentaire en faveur de l'enfant – Déclaration de compétence en matière de divorce et d'incompétence en

matière de responsabilité parentale – Compétence pour connaître de la demande d'obligation alimentaire – Juridiction du lieu où le défendeur a sa résidence habituelle et devant laquelle il comparait : [Ord. CJUE 5-9-2019 aff. 468/18](#)

- Insuffisances dans le processus ayant abouti à la décision de déchoir la mère de son autorité parentale et d'autoriser l'adoption de son fils : [CEDH 10-9-2019 n° 37283/13](#) - [Communiqué](#)

## DIVERS

- [Actualité CESE](#) : Etude d'impact : mieux évaluer pour mieux légiférer
- [Communiqué de presse Gouvernement](#) : Brexit
- [JO Questions/Réponses Assemblée nationale n° 37 du 10-9-2019](#)
- [JO Questions/Réponses Sénat n° 36 du 12-9-2019](#)
- [Conseil des ministres du mercredi du 11-9-2019](#)
- [Décision du 26 août 2019](#) portant réforme du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat (art. 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée)
- [Ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019](#) portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs
- [La lettre de la DAJ n° 279 du 12-9-2019](#)